Feront également partie de cet organisme: le président de la Commission de recherches sur la défense; le président de la Canadian Arsenals Limited; les trois principaux officiers d'approvisionnement des forces armées du Canada; le sous-ministre de la Défense nationale et le sous-ministre du Commerce.

Dans une lettre que j'ai adressée ce matin à M. Carmichael, j'ai énuméré certaines des questions qui, à mon avis, exigent une attention immédiate. Je dépose une copie de cette lettre. Parmi ces questions figurent:

Relevé des diverses institution chargées d'organiser ou d'effectuer la distribution et la production de matériel de guerre au Canada, en vue de recommander une répartition des responsabilités de façon que ces obligations soient effectivement assumées sans chevauchement.

Etude des besoins, à la lumière des plans et des programmes éventuels des forces armées; appréciation de la possibilité de fournir les matériaux, la main-d'œuvre et les moyens de production requis, en vue de formuler des recommandations spéciales concernant les matériaux et les industries ou usines jugés essentiels et auxquels il y a lieu de pourvoir de façon particulière.

Pour aider au travail d'organisation, j'ai choisi le colonel W. G. Denny, O.B.E., à titre de secrétaire provisoire à l'administration. Le colonel Denny a occupé plusieurs postes dans le service du matériel durant la guerre, en Europe comme au Canada et aux Etats-Unis.

On verra que l'une des tâches les plus importantes de la Commission consistera à assurer une collaboration efficace entre l'armée et les divers organismes fonctionnant en ce domaine. Je songe en particulier à l'association canadienne du matériel de guerre récemment formée pour représenter l'industrie.

Au cours de la dernière guerre, le Canada est devenu un important arsenal de la démocratie. Qu'un nouvel état de crise surgisse, nous comptons que cette Commission nous secondera dans nos préparatifs afin que le Canada puisse contribuer pleinement et comme la nécessité l'exigera à la sauvegarde de la liberté et à la défense de notre pays.

POUVOIRS MINISTÉRIELS

DÉCISION DE M. LE JUGE ANGERS DANS UNE CAUSE DES DROGUES NARCOTIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. G. DIEFENBAKER (Lake-Centre): Je désire poser au ministre de la Défense nationale (M. Claxton) et au ministre de la Justice (M. Ilsley) pour qu'il en fasse son profit, une question relative à un jugement rendu par M. le juge Angers. Je tiens à demander au ministre de la Défense nationale s'il ne modifiera pas l'ordonnance qu'il a rendue vu que, d'après les conclusions déposées

[L'hon. M. Claxton.]

par le juge en cette affaire, l'ingérence arbitraire de certains ministres et sous-ministres auront pour effet, si l'on n'y met bon ordre, que le pays tombe aux mains d'un gouvernement dictatorial.

L'hon. BROOKE CLAXTON (ministre de la Défense nationale): L'honorable député ne m'a pas donné avis de sa question. D'ailleurs, je n'ai rien eu à voir depuis trois ans à l'affaire dont il parle. Toutefois, je m'en souviens assez nettement et, me fondant sur ces souvenirs, je désire répondre à la question de l'honorable député, afin de corriger certaines de ses suppositions, sur lesquelles il semble fonder sa question.

M. DIEFENBAKER: J'ai cité le jugement.

L'hon. M. CLAXTON: Il s'agit d'un combattant, M. Paul Belleau, qui a subi une invalidité résultant de tuberculose contractée à la fin de la première Grande Guerre. A titre d'ancien combattant, il a longtemps reçu des traitements de la part du ministère des Pensions et de la Santé nationale. C'est, je crois, au cours des années 1920 qu'il s'est présenté pour la première fois à la division des stupéfiants du ministère. Or, au cours des années 1930, on a constaté que grâce à des ordonnances de ses propres médecins, il recevait trente grains de morphine par jour. Il était ainsi, me dit-on, le plus fort preneur de cette drogue parmi les 4,000 narcomanes alors connus au Canada.

La division des stupéfiants du ministère des Pensions et de la Santé nationale avait pour chef le colonel Sharman, très réputé dans le monde entier par ses précieux travaux dans ce domaine. Chargé par le ministère d'appliquer la loi des stupéfiants, il fit instituer une enquête en vue de déterminer pourquoi on prescrivait à cet homme une pareille quantité de morphine. C'est ainsi que longtemps, pendant une quinzaine d'années je crois, des pourparlers eurent lieu entre l'intéressé, ses médecins et ceux du ministère, afin de décider la ligne de conduite à tenir en l'occurrence. Ainsi, autant que je sache, il n'existe aucun cas connu où un médecin soit autorisé à prescrire pareille dose à un narcomane.

De concert avec les médecins de l'intéressé, les fonctionnaires du ministère ont tenté une cure de désintoxication graduelle. A maintes reprises, les médecins du ministère ou ceux qu'avait délégué le ministère ont consulté avec les médecins du malade en vue de régler les détails du traitement. On a cependant constaté plus d'une fois que le malade ne voulait pas collaborer et que, malgré tout, ses médecins et les personnes dont il dépendait réclamaient ces doses massives.